

Flaminia Paddeu: «Il faut multiplier les expériences d'agriculture pirate en ville»

26 avril 2020 Par Joseph Confavreux

La crainte des pénuries alimentaires réveillée par la pandémie a rappelé notre dépendance aux importations agricoles. Alors qu'en cas de rupture d'approvisionnement, Paris n'aurait que quatre jours d'autonomie alimentaire, l'agriculture urbaine peut-elle être une piste pour le monde d'après ?

Flaminia Paddeu est géographe, actuellement maîtresse de conférences à l'université Sorbonne-Paris-Nord et chercheuse au laboratoire Pléiade. Ses recherches portent sur les pratiques agricoles et de subsistance dans les grandes métropoles aux États-Unis et en France. Elle a notamment publié dans le *Dictionnaire critique de l'anthropocène* et dans *Pour la recherche urbaine*. Elle prépare actuellement un ouvrage sur l'agriculture urbaine à Paris, New York et Detroit. Elle est membre fondatrice et directrice du comité scientifique de la revue *Urbanités*.

Que pèse aujourd'hui l'agriculture urbaine en pourcentage des denrées alimentaires et est-ce, dans les pays occidentaux, autre chose qu'une activité anecdotique ?

Flaminia Paddeu : D'après la FAO, l'agriculture urbaine est pratiquée aujourd'hui par 800 millions de personnes, qui produisent environ 15 % des denrées alimentaires mondiales. C'est donc loin d'être anecdotique, surtout quand on sait que la majorité de ces denrées servent à l'autosubsistance des ménages. Mais dans les pays des Nord, l'agriculture urbaine se fait plus discrète. En Île-de-France, les surfaces cultivées occupent 73 hectares, soit l'équivalent des parcs de la Villette et des Buttes-Chaumont réunis. La moitié sont des jardins familiaux et ouvriers, souvent cultivés par des habitants des quartiers populaires, d'origine étrangère ou âgés. Dans des cas extrêmes, comme à Detroit aux États-Unis, on a avancé l'existence de 1 500 fermes et jardins, impliquant directement jusqu'à 23 000 personnes.

Ces chiffres sont terriblement parcellaires et ne permettent de saisir la réalité que de manière très imparfaite. Dans l'imaginaire collectif, l'agriculture urbaine est associée aux jardins partagés fréquentés par les classes moyennes et supérieures, voire à l'agriculture high-tech sur les toits des immeubles. Mais en allant sur le terrain, on se rend compte qu'il y a une multitude de potagers informels, cachés aux confins d'une friche boisée ou entre des bâtiments.

Ils ne sont pas comptabilisés, alors qu'ils permettent la survie de populations marginalisées. Les potagers privés sont aussi largement invisibilisés. L'enquête d'un géographe a montré qu'à Rennes, Caen et Alençon les surfaces privées dédiées à la production potagère sont parfois plus importantes que celles des potagers collectifs. En été, la consommation de ces jardiniers en fruits et légumes est quasi assurée, partiellement le reste de l'année. Pour beaucoup de foyers, l'agriculture urbaine n'a rien d'anecdotique, au contraire, elle est la condition même de leur subsistance.

Comment l'agriculture urbaine, qui a longtemps fait partie des paysages urbains, s'est-elle effacée, et qu'est-il advenu depuis un quart de siècle pour que nous nous remettions à cultiver dans nos villes ?

Au XIX^e siècle, des cultures céréalières, des ceintures maraîchères, des vergers et des élevages urbains permettent d’approvisionner les villes des Nord et de soutenir une petite économie agricole de proximité. Aux pieds de la tour Eiffel, on pratique la grande culture du colza, puis un maraîchage intensif. À Montreuil, les murs à pêches couvrent 300 km de murs. Des milliers de cochons charognards vaquent en liberté dans les rues de New York : ils fournissent une subsistance aux pauvres tout en assurant le nettoyage des rues.

Mais, dès le début du XX^e siècle, le crépuscule du maraîchage apparaît à l’horizon des villes occidentales. Face aux expropriations, les jardins sont relégués aux portes des villes, puis à leurs couronnes. Pour finir par disparaître. Cette grande disparition est causée par une série de transformations majeures liées à l’urbanisation, l’industrialisation et la modernisation des systèmes agricoles, qui participent au basculement de l’Anthropocène.

Pour s’en rendre compte, on peut prendre l’exemple du fumier. La disparition de l’agriculture urbaine est liée à ce que Marx appelle la « *rupture métabolique* » des flux de matières organiques entre les zones urbaines et leurs ceintures maraîchères. À Paris, à la fin du XIX^e siècle, près de 80 000 chevaux, mules et mulets parcourent les rues, laissant plusieurs milliers de tonnes d’excréments derrière eux. Tous les jours, comme Zola le décrit dans *Le Ventre de Paris*, le charretier qui part en fin de nuit livrer les légumes aux Halles rapporte un chargement de fumier. Son pouvoir fertilisant est essentiel à l’agriculture urbaine et périurbaine. Mais la fin de la traction hippomobile tarit l’approvisionnement en fumier animal. Tandis que le développement des engrais synthétiques fait définitivement passer l’agriculture au stade industriel.

Dans le même temps, l’étalement urbain avale plusieurs milliers d’hectares de terres agricoles. L’espace agricole, perçu comme une réserve foncière, recule encore davantage. La périurbanisation et la motorisation des sociétés occidentales constituent des choix techniques et civilisationnels décisifs. Progressivement, on assiste à un découplage entre les villes et leurs hinterlands nourriciers.

Il faut un peu de temps avant que l’agriculture ne revienne s’inviter en ville. Dans les années 1970, alors que New York frôle la faillite, l’artiste Liz Christy et ses ami·e·s balancent des bombes à graines par-dessus les palissades des terrains vagues, pour se réapproprier ces espaces abandonnés. Quelques décennies plus tard, des centaines de jardins collectifs se sont établis sur les friches du centre-ville. Dans les quartiers populaires, des associations locales afro-américaines ou latines luttent pour plus de justice alimentaire en mettant en place des projets d’agriculture urbaine. En France, le modèle des jardins collectifs se développe dès 1997 à Lille, puis dans toutes les grandes villes françaises. L’agriculture urbaine ouvre alors un champ des possibles pour cultiver et habiter la ville autrement.

Jusqu’à quel point l’agriculture urbaine peut-elle faire partie d’un « monde d’après » plus soutenable que le nôtre ?

Cette question a ressurgi début avril quand le gouvernement a finalement autorisé la vente de plants potagers, désormais considérés comme achats de première nécessité. Celles et ceux qui se mettent à faire leur potager pendant la pandémie, que ce soit en ville ou à la campagne, préparent le monde d’après le virus comme du changement global. L’agriculture urbaine réunit nos préoccupations autour d’un monde de demain incertain, tant pour notre subsistance que pour nos écosystèmes.

À l'ère de l'Anthropocène, la prise de conscience des méfaits de l'agriculture conventionnelle et de l'urbanisation croissante refait de l'agriculture urbaine une voie sensée pour mieux produire et mieux habiter. Les villes deviennent des terreaux d'expérimentations pour des systèmes alimentaires alternatifs et pour transformer l'écologie urbaine. Par l'action très concrète de cultiver, on défend ce à quoi on tient : des semences autoproduites, un sol vivant, des herbes spontanées, des cultures associées et densément plantées... Mais aussi l'entraide et les actions solidaires.

La ville s'avère même parfois paradoxalement accueillante pour l'agriculture urbaine. Certains apiculteurs y trouvent refuge avec leurs essaims, loin des pesticides. Des viticulteurs expérimentent en Seine-Saint-Denis des techniques vini-viticoles alternatives sur des vignes anciennes. Et les jeunes agriculteurs sans terres ne doivent pas passer par les fourches caudines des Safer, souvent noyautées par des membres de la Fnsea.

Bien sûr, l'agriculture urbaine n'est qu'une voie parmi d'autres, mais elle est cruciale. Depuis les années 1970, des retours à la terre en ville prennent place dans un « arc de résistances ». Tout cela ne se fera pas sans luttes pour imposer un nouveau modèle agricole comme urbain. Et sans alliances avec une agriculture écologique de proximité, gourmande en main-d'œuvre, moins polluante et productive, qui restera la source principale de notre subsistance dans le monde de demain.

Pourquoi vous paraît-il urgent de recréer une agriculture vivrière locale, de militer pour une autonomie alimentaire ou encore de défendre un nouvel urbanisme agricole ?

L'urgence n'est plus à démontrer, elle est à faire « *atterrir* », pour reprendre le terme de Bruno Latour. L'agriculture urbaine est une de ces pratiques à mettre en œuvre pour faire face aux grandes transformations qui viennent. Un collectif d'agriculture urbaine de banlieue nord parisienne affirmait récemment qu'en temps de confinement, l'urgence climatique et la nécessité de s'auto-organiser autour de modèles de production locaux et non marchands restent des certitudes.

Je souscris totalement à ces paroles. Cela fait des décennies qu'on avance à tâtons face à ces bouleversements. La pandémie vient nous rappeler que du côté de l'agriculture urbaine, il faut se hâter avec lenteur. La lenteur inhérente au compost qui se fait, aux semis qui se déploient.

En cas de rupture totale des systèmes d'approvisionnement, une ville comme Paris n'aurait que quatre jours environ d'autonomie alimentaire. Ces dernières semaines, le nombre de paniers commandés dans les Amap a explosé. C'est une manière de s'approvisionner localement avec peu d'intermédiaires, et donc moins de risques de transmission du virus. Il faut aussi généraliser le glanage et les maraudes. Avec la fermeture des cantines, une association en Seine-Saint-Denis a ainsi récupéré 500 kg de fruits et légumes. Si les villes veulent être plus résilientes, elles doivent repenser leurs politiques urbaines pour y inclure la production agricole et potagère.

Peut-on espérer aller jusqu'à l'autosubsistance des villes ?

Pour l'instant non, cela n'est pas envisageable. On en est très loin : le degré d'autonomie alimentaire des 100 premières aires urbaines françaises n'est que de 2 % aujourd'hui. L'aire urbaine d'Avignon, qui serait la plus autosuffisante de France, ne produit que 8 % de ses aliments consommés.

Mais la crainte des pénuries alimentaires qu'a réveillée la pandémie actuelle a rappelé notre immense dépendance aux importations agricoles et notre fragilité face au modèle néolibéral du

libre-échange. On a un système agricole et alimentaire mondialisé éminemment complexe, pétrodépendant, aux ramifications tentaculaires. Il fonctionne à flux tendus car stocker coûte cher. Selon un récent rapport du Sénat, plus de la moitié de nos fruits et légumes sont importés. J'ai trouvé révoltant d'entendre Emmanuel Macron déclarer le 12 mars que « *déléguer notre alimentation est une folie* », alors qu'il a défendu les accords de libre-échange comme le Ceta et que la France n'a cessé d'augmenter la part des produits qu'elle importe, pourtant cultivés sur son territoire.

Ce qui est sûr, c'est que la relocalisation de la production agricole et la souveraineté alimentaire vont devoir guider les réflexions à venir, comme le défendent depuis déjà de longues années les pionniers des mouvements locavores. Protéger les terres nourricières de l'artificialisation des sols, soutenir les modèles agricoles alternatifs, permettre aux paysans de vivre de leur travail, penser à l'échelle du territoire, c'est indispensable. On attend des changements dans la législation. L'État envoie pourtant les signaux inverses. C'est hallucinant d'apprendre que les agriculteurs qui pulvérisent des pesticides viennent d'obtenir de nouvelles facilités pour s'approcher des habitations, alors même que ces particules fines pourraient participer à la propagation du virus.

Il reste alors aux habitants l'auto-organisation collective : multiplier les opportunités pirates d'agriculture de subsistance pour augmenter leur autonomie alimentaire. Pour que les ruées vers les supermarchés ne soient plus si grandes lors des prochains confinements. Mais pour qui est-ce possible ? À Lyon, en temps de confinement, des associations ont mis en place une plateforme pour mettre en contact consommateurs et producteurs, mais la seule association de circuits courts dans les quartiers populaires a dû suspendre son activité...

Pouvez-vous revenir sur les grands plans d'agriculture urbaine mis en place aux États-Unis en temps de guerre et de crise économique ? Comment ont-ils été mis en place et qu'ont-ils eu comme effets ?

Aux États-Unis, les interventions étatiques ont en effet massivement soutenu l'agriculture urbaine pendant les guerres mondiales, pour pallier les rationnements. Pendant la Première Guerre mondiale, l'État instaure les « *Liberty Gardens* » et organise des démonstrations publiques de jardinage. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'État développe dans presque toutes les villes les « *Victory Gardens* », jardins potagers situés dans les jardins et arrière-cours des maisons, souvent tenus par des femmes.

Leur mise en place s'accompagne d'un discours patriotique qui incite les femmes à participer à l'effort de guerre. En 1945, environ 20 millions d'Américains ont leur jardin potager et 40 % des fruits et légumes vendus proviennent de ce circuit de production !

On retrouve les mêmes mécanismes pour faire face aux crises du capitalisme. À Detroit, à la suite de la crise économique de 1892, le maire met en place un plan de mise en culture des espaces vacants de la ville, afin d'employer les habitants au chômage, mais aussi de leur permettre de produire leur propre nourriture. Ce programme, considéré comme particulièrement réussi, a ensuite été adopté par la majorité des grandes villes du pays comme New York, Chicago, Minneapolis, Seattle ou Denver. À New York, durant la Grande Dépression, 5 000 terrains vagues ont été transformés en jardins productifs. À chaque fois, l'État a dépensé énormément d'argent et de ressources pour mettre en place ces dispositifs.

Le mouvement a été moins massif en France mais la création de jardins ouvriers connaît néanmoins un véritable essor entre 1916 et 1918, passant de 1 000 à 15 000 hectares. Durant la Seconde Guerre mondiale, 250 000 parcelles sont dénombrées dans le pays. Tous les espaces sont mis à contribution : on cultive des haricots entre la rue de Rivoli et la colonnade du Louvre. On le voit bien, en réponse aux spectres des pénuries, l'agriculture urbaine participe des capacités d'autonomie et de résilience.

Si les crises et guerres démontrent l'utilité manifeste d'avoir un lopin de terre à cultiver, elles ont aussi permis d'accélérer des prétendues modernisations agronomiques, tout en évitant controverses et débats démocratiques. Sous couvert d'efficacité, les produits phytosanitaires ont été massivement utilisés et encouragés dans les programmes américains, tout comme les semences hybrides. Mais le plus frappant, c'est que, dans les années 1950, les potagers ont quasiment disparu. Le retour à la normale s'est traduit par un boom de l'industrie agro-alimentaire et l'essor de la grande distribution.

Même si le contexte est éminemment différent, et que le souci écologique se fait plus pressant, cela nous incite à la prudence pour prévoir ce qui adviendra demain des envies de retour à la terre... La grande différence, c'est quand même que les potagers qui réapparaissent aujourd'hui sont largement le fait d'une auto-organisation et décorrélés de l'État.

Quels seraient les espaces possibles pour une agriculture urbaine ambitieuse ? Dans de nombreuses métropoles, on ne voit pas beaucoup d'espaces libres, encore moins capables de se défendre face aux prix de l'immobilier...

L'espace, c'est le nerf de la guerre ! Cela commence dès le début de l'histoire du « *guerrilla gardening* » dans les années 1970 à New York : face aux menaces de destruction des friches jardinées, des militant·e·s lâchent des criquets en masse dans une salle de vente aux enchères.

Aujourd'hui, une part infime des espaces est consacrée à l'agriculture urbaine. À Paris, l'agriculture urbaine occupe 12 hectares, soit l'équivalent du parc Montsouris. L'appel à projet des Parisculteurs a ainsi pour vocation d'accélérer la présence de l'agriculture urbaine. À Sheffield, en Angleterre, une équipe de recherche a calculé qu'il suffirait de consacrer 15 % des espaces non bâtis existants à l'agriculture pour approvisionner en fruits et légumes 15 % de la population urbaine.

Mais la vraie lutte des places est liée au marché immobilier. L'agriculture urbaine s'installe là où elle peut, en creux d'une urbanisation capitaliste. Elle donne une valeur d'usage aux espaces qui ont une faible valeur d'échange. Et puis on s'en débarrasse. On ne compte plus le nombre de jardins partagés détruits pour laisser place à un usage considéré comme plus important. Quelques rares succès, comme celui des jardins agricoles du quartier libre des Lentillères à Dijon, montrent que les mobilisations peuvent payer. Le projet de méga-écoquartier a été abandonné par la municipalité mais l'avenir de cette ZAD reste en suspens.

Cultiver dans les ruines du capitalisme urbain soulève la question non seulement du « *droit à la ville* » cher à Henri Lefebvre, mais celui d'un *droit à la terre en ville*. Les pratiques d'agriculture urbaine aident en ce sens à ouvrir une réflexion sur la justice foncière. Il ne s'agit pas seulement de repousser les limites matérielles de la place de l'agriculture en ville, simplement en végétalisant les toits et les façades. Il faut engager une transformation dans la manière dont on pense l'accès à la terre.

Qui seraient les paysans d'une agriculture urbaine élargie ?

D'abord essentiellement des paysannes et des agricultrices... En ces temps de pandémie, j'ai été frappée par la visibilité nouvelle du rôle des femmes dans les activités de « *care* » au sens large, incluant le fait d'approvisionner et de nourrir, depuis les caissières de supermarchés jusqu'aux mères de famille, en passant par les aides-soignantes et les bénévoles dans l'aide alimentaire. Dans l'agriculture urbaine aussi, la place des femmes est massive.

Avec son essor, les profils des pratiquants se sont diversifiés. Des militants afro-américains qui luttent pour la justice alimentaire en squattant les friches de Detroit aux jeunes entrepreneurs issus d'écoles de commerce qui investissent les toits de Paris, en passant par les jardins ouvriers de retraités dans les banlieues pavillonnaires populaires, les agriculteurs se distinguent les uns par rapport aux autres, non sans conflictualité.

Ces processus de distinction passent par les modèles agricoles qu'on choisit, mais aussi par le choix des mots pour dire qui on est et ce qu'on fait. « *Paysan* », « *berger urbain* », « *jardinier* », « *agriculteur urbain* », « *jardinier-paysagiste* », « *cultivateur* »... : ces dénominations traduisent des positionnements multiples. C'est un moyen de défendre certaines valeurs comme l'attachement à la ruralité ou le refus de la connotation productiviste associée à l'agriculture. Ces distinctions reflètent aussi le choix des territoires dans lesquels on s'ancre et les combats qu'on choisit. Face à la recrudescence d'une agriculture urbaine entrepreneuriale, certains revendiquent leur appartenance à une agriculture urbaine sociale, qui agit dans les quartiers populaires.

Surtout, de nombreux échanges ont vocation à se développer avec les paysans des alentours : stages en permaculture, semis chez des maraîchers professionnels ou aides chez des paysans. Je pense aussi que dans l'agriculture urbaine à venir, il faut inclure les centaines de milliers de saisonniers, Marocains, Tunisiens, Roumains ou Bulgares, qui travaillent dans l'agriculture intensive dans des conditions terribles et dont la pandémie a rappelé le rôle crucial.

Dans les projets urbains actuels, l'agriculture urbaine ressemble parfois à un gadget ou à du *greenwashing*, comme l'était la végétalisation dans la décennie précédente. Comment éviter cela ?

De plus en plus de municipalités utilisent en effet l'agriculture urbaine pour verdir leurs politiques avec des résidences végétalisées, des tours maraîchères, des serres géantes. À Colombes, dans la banlieue parisienne, après avoir expulsé une ferme urbaine associative, le maire prévoit d'accueillir une serre verticale gigantesque coûtant 12 millions d'euros, entièrement financée par le groupe immobilier Nexity. La présence de l'agriculture urbaine encourage aussi les processus d'écogentrification, favorisant l'éviction des classes populaires. À l'heure où l'agriculture urbaine pourrait devenir l'un des fronts pionniers du capitalisme vert, la vigilance est de mise. Toute la difficulté est de cartographier les pistes possibles pour fabriquer des agricultures urbaines nourricières, inclusives, favorisant des relations bénéfiques...

Des stratégies d'alliances existent pour contrer ces effets délétères et trouver la juste place de l'agriculture urbaine. À Brooklyn, des chercheurs ont constaté que les habitants de longue date et les « *gentrificateurs* » collaboraient avec le gouvernement local pour contester les puissants intérêts immobiliers et un aménagement « durable » *mainstream*. Une ferme associative s'est par exemple

alliée à des organismes qui luttent pour le logement abordable. Ces stratégies relèvent d'une conflictualité productive entre différents groupes sociaux.

Une autre piste consiste à puiser dans l'intelligence des vivants, ou ce que les chercheuses Katarzyna Beilin et Sainath Suryanarayanan appellent des « *alliances interspécifiques* » entre humains et non-humains. À San Francisco, le « *guerrilla gardening* » trouve son renouvellement dans les pratiques de « *guerrilla grafting* » : des militants greffent illégalement des tiges d'arbres fruitiers sur les arbres ornementaux des quartiers populaires, pour que l'espace urbain redevienne un commun comestible et non marchand pour tous.

On sait que les épidémies ont, historiquement, agi sur la structure des villes. Quelle forme aurait une ville capable de mieux contrer ce genre de virus ?

Je me garderais bien de toute prédiction hasardeuse. Nous, géographes et urbanistes, devons collaborer encore davantage avec des épidémiologistes et sociologues. On peut quand même tirer quelques enseignements de la crise actuelle. Les parcs, jardins et potagers ont des tas d'effets bénéfiques sur la santé. Souvent le lieu d'activités physiques, ils permettent une meilleure santé et réduisent les risques d'obésité. Or, on s'aperçoit que, selon les premières données en France, 83 % des patients en réanimation sont en surpoids. Déjà très appréciés par les habitants d'immeubles collectifs, les jardins familiaux sont devenus une aubaine en période de confinement.

Mais attention à ne pas tomber dans un néo-hygiénisme urbain, tant on sait qu'historiquement, les mesures prises pour permettre aux villes de faire face aux maladies ont permis de réelles améliorations sanitaires, mais aussi fourni des motifs pour catalyser de nouvelles séparations sociales et spatiales.